



REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté-Egalité-Fraternité

CONSEIL MUNICIPAL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Le 19 septembre deux mille dix-huit, le Conseil Municipal dûment convoqué le 13 septembre deux mille dix-huit, s'est réuni sous la présidence de Mme Aude LAGARDE, Maire.

PRÉSENTS :

Mme. Aude LAGARDE, Maire.

Nombre de membres composant le Conseil.	49	M. Anthony MANGIN, M. Farid AMARI, Mme. Bernadette VANDENABELLE, M. Jean-Luc MILLARD, Mme Muriel LAGNEAU, Mme. Georges-Marie YERRO, M. François ZANGRILLI, M. Michel LASTAPIS, Mme. Elisa CARCILLO, M. Domenico BARTUCCIO, Mme Clémentine MAKANGILA, Mme. Martine MOREAU, Mme. Marlène DI MANNO, M. Jacques SCHALLER Adjoints au Maire
Nombre de membres en exercice.....	49	M. Max CAMUS, Mme. Paule BEAUJOUR, M. Michel SEBAG, M. Jean-Louis ROGER, M. Jean-François MERLY, Mme. Merzouba COCOZZA, M. Brahim FELLAH, M Jean-Christophe LAGARDE, M. Mohamed KHEMLICHE, Mme Luisa PILMANN, Mme. Myriam MABIRE, Mme. Nadège DEGBOE, Mme. Marina NIKODIJEVIC, M. Grégory CHAVAROC, M. Hamid CHABANI, M. Tom ZEMITI,
Présents à la séance.	31	Conseillers Municipaux
Représentés.....	14	
Absents	4	

REPRESENTES :

M. YACINE MAHMOUDI	PAR	MME. MURIEL LAGNEAU
MME. MARTINE BOUVELOT	PAR	MME. BERNADETTE VANDENABELLE
MME. ARHELLA ELSODY	PAR	M. ANTHONY MANGIN
MME. FERNANDE GODIER	PAR	MME. GEORGES-MARIE YERRO
M. ALAIN ANANDANE	PAR	M. FRANÇOIS ZANGRILLI
MME. JACQUELINE TORDJMAN	PAR	M. FARID AMARI
M. RAOUL ROSA	PAR	MME. MARLENE DI MANNO
MME. JACQUELINE BOUTHORS	PAR	MME JEAN-LUC MILLARD
MME. KATHRYN SOLER	PAR	M. ROMAIN DACHIVILLE
MME GLORIA DA SILVA	PAR	M. MICHEL LASTAPIS
M. JEAN-JACQUES BENITAH	PAR	MME. AUDE LAGARDE
MME. SONIA ZERIZER	PAR	M. MAX CAMUS
M. STEPHANE SALINI	PAR	M JEAN-CHRISTOPHE LAGARDE
M. XAVIER BOURGEOIS	PAR	M. JEAN-LOUIS ROGER

ABSENTS :

MME. NATHALIE VASSEUR
M. OLIVIER VALENTIN
MME. NATHALIE LAROCHE
M. HACENE CHIBANE

Secrétaire de séance : M. GREGORY CHAVAROC



DELIBERATION N° 3 DU CONSEIL MUNICIPAL

OBJET : Instauration d'une majoration de la taxe d'aménagement sur le périmètre du zonage UAd du PLU de la commune de Drancy.

LE CONSEIL,

Vu le Code général de collectivités territoriales, notamment l'article L2121-29,

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment les articles L 331-1 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 20 décembre 2005, modifié le 27 septembre 2007, révisé le 17 décembre 2000, puis modifié le 22 septembre 2011,

Vu la délibération approuvée au conseil municipal de Drancy en séance du 25 juin 2015 portant sur la mise en révision du plan local d'urbanisme de la commune,

Vu la délibération approuvée au conseil municipal de Drancy en séance du 17 décembre 2015 portant sur le transfert à l'établissement territorial Paris Terre d'envol de la procédure de révision du PLU de Drancy,

Vu la délibération approuvée au conseil territorial de l'Etablissement Public Territorial « Paris Terre d'Envol » en séance du 9 avril 2018 portant sur la révision générale du PLU de la commune de Drancy,

Vu la création d'un UAd instauré par le nouveau PLU approuvé le 09 avril 2018,
Vu la délibération approuvée au conseil municipal de Drancy en séance du 17 novembre 2011 ayant notamment pour objet l'instauration de la taxe d'aménagement à 5% sur l'ensemble du territoire,

Vu le budget communal,

Vu le plan annexé à la présente délibération, délimitant le périmètre d'application de la taxe d'aménagement majorée,

Considérant que la révision générale du PLU de Drancy approuvée par l'EPT Paris Terre d'Envol le 9 avril 2018 a changé la destination et a ouvert de nouveaux droits à construire en créant le zonage UAd, à vocation de logements, actuellement desservi par les voies Georges Pitard, Des Muguets, et de La Division Leclerc,

Considérant que le changement de destination des fonciers en UAd (anciennement UIa) permettra d'accueillir de nouveaux usagers et habitants,

Considérant que l'arrivée de ces futures constructions va nécessiter le renforcement des réseaux VRD,

Considérant que l'arrivée de ces futurs habitants et usagers va modifier le fonctionnement du quartier (trafic, stationnement, schéma de circulation, fréquentation école primaire...),

Considérant que ces travaux futurs seront à la charge de la ville,

Considérant qu'une majeure partie de ces travaux et équipements et infrastructures publics est nécessaire aux besoins des futurs usagers,

Considérant l'opportunité d'instaurer cette taxe à un taux supérieur, selon l'article L.331-15 du Code de l'urbanisme, sur le périmètre équivalent au zonage UAd, au nord de la commune, en vue de financer pour partie les équipements publics énoncés plus hauts;

DELIBERE :

Article 1 : DECIDE d'instaurer la part communale de la taxe d'aménagement au taux de 10% sur le périmètre équivalent au zonage UAd du PLU de la commune.

Article 2 : De conserver la part communale de la taxe d'aménagement au taux de 5% sur le reste du territoire communal hormis le périmètre du secteur du Baillet.


Article 3 : De conserver l'exonération totale, en application de l'article L331-9 du Code de l'urbanisme, des locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1° de l'article L 331-12 qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2° de l'article L 331-7 ; (logements aidés par l'Etat dont le financement ne relève pas des PLAI – prêts locatifs aidés d'intégration qui sont exonérés de plein droit – ou du PTZ +).

Article 4 : De conserver la valeur forfaitaire pour les aires de stationnement non comprises dans la surface imposable de la construction à 5 000 €.

Article 5 : Les recettes résultant de cette délibération seront inscrites au budget communal.

Article 6 : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Madame le Maire de la Commune de Drancy (place de l'Hôtel de Ville 93700 Drancy) dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Dit que, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R421-5 du code de justice administratif de Montreuil (7 rue Catherine Puig – niveau 206 rue de Paris – 93558 Montreuil cedex), dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité ou à compter de la réponse explicite ou implicite de Madame le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Reçu(e) en Préfecture le 20 SEPT 2018
Affiché(s) le 20 SEPT 2018
Certifié(s) exécutoire le 20 SEPT 2018



Pour le Maire
L'Adjoint



Fait et délibéré en séance
du 19 septembre 2018

Le Maire,

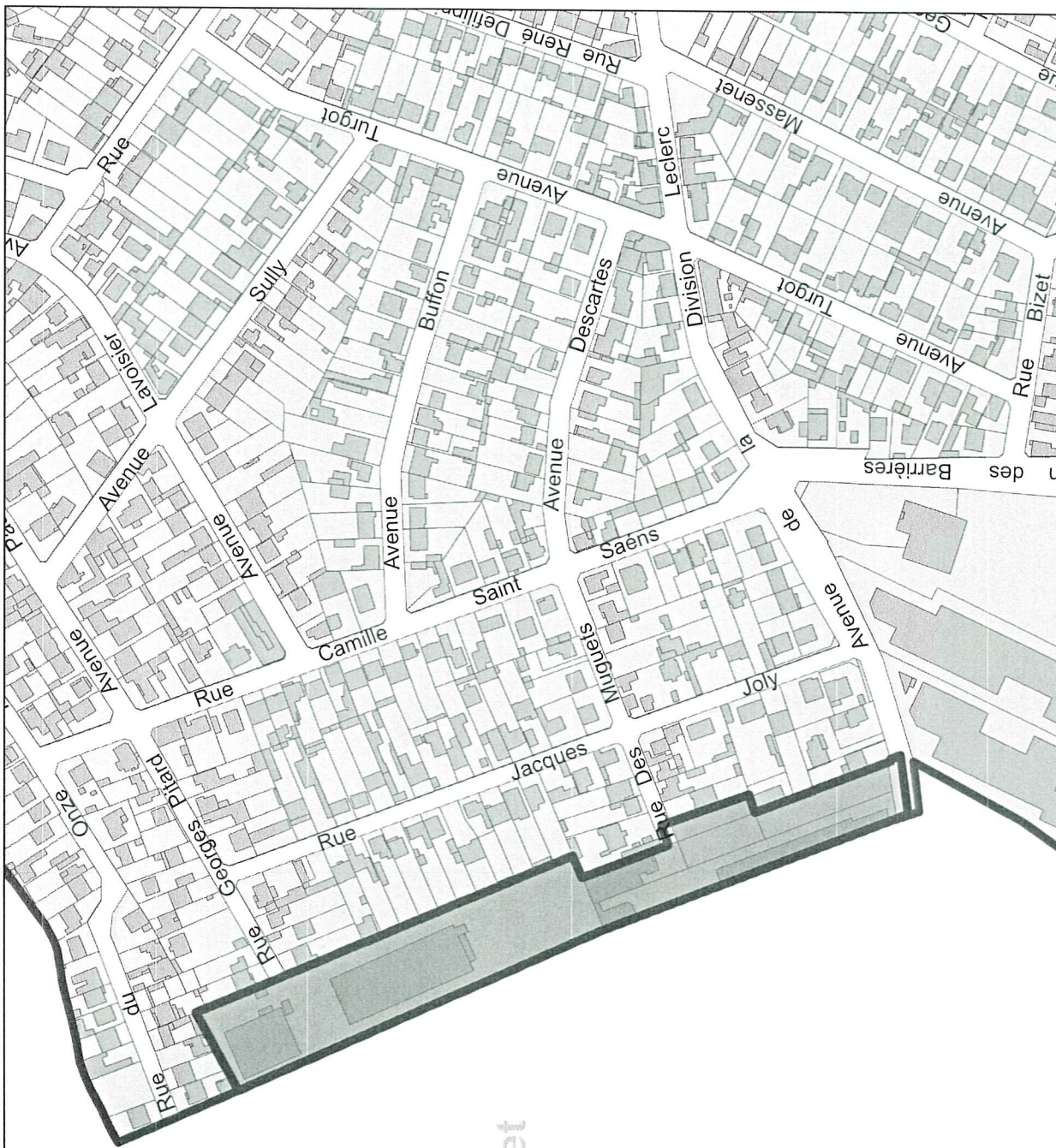
Aude LAGARDE

Vu pour être annexé à la
délibération du **19 SEPT 2018**...
Pour le Maire
L'Adjoint



Commune du Bourget

20 SEPT 2018



Annexe à la délibération du 19 septembre 2018

Instauration d'une majoration de la taxe d'aménagement sur le zonage UAd

